



Février 2019

## **Une CEA revitalisée : mettre en œuvre des idées et des actions pour une Afrique autonome, inclusive et transformée**

Structure organisationnelle révisée de la Commission économique pour l'Afrique en appui à ses nouvelles orientations stratégiques

### **A. Contexte**

1. Le contexte du développement évolue à l'échelle mondiale. Le monde et l'Afrique sont à 10 ans de l'année 2030. Dans ce contexte d'environnement mondial incertain et instable, d'affaiblissement du multilatéralisme, de croissance lente et d'inégalités croissantes, il est nécessaire de revoir le paradigme du développement de l'Afrique et le rôle de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) dans ce contexte. Marquant le soixantième anniversaire de la création de la CEA, l'année 2018 a été l'occasion de faire le point sur les réalisations de la Commission et de réfléchir sur la voie à suivre. Les nouvelles orientations stratégiques et les réformes proposées offrent une vision et une feuille de route de mise en œuvre visant à mieux soutenir les États membres dans leurs efforts pour concrétiser leur vision et réaliser les objectifs de développement durable. La vision de la CEA sera de fournir des idées au service d'une Afrique prospère.

2. Au cours de la dernière restructuration, entreprise en 2013, la Commission avait réorienté ses programmes pour mieux les adapter au projet de transformation de l'Afrique. Depuis lors, toutefois, le monde et la région ont connu des évolutions marquantes qui commandent qu'elle mène de nouvelles réformes pour pouvoir s'acquitter efficacement de son mandat et répondre aux besoins, également en constante évolution, de ses États membres. À cet égard et compte dûment tenu des conditions de développement qui façonnent la région et les principales missions de la Commission, celle-ci a engagé en septembre 2017, sous la direction de sa nouvelle Secrétaire exécutive, un processus de réflexion, de consultation et d'anticipation. Plusieurs examens stratégiques ont été entrepris dans le cadre de ce processus en vue de réorienter les activités de la Commission pour appuyer efficacement la mise en œuvre et le suivi du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030), de l'Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons de l'Union africaine, du nouveau cadre Union africaine-ONU pour la mise en œuvre de l'Agenda 2063 et du Programme 2030, du Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement et du Cadre commun ONU-Union africaine pour un partenariat renforcé en matière de paix et de sécurité.

3. La Commission a aussi mené des consultations avec les parties prenantes, notamment les chefs d'État et de gouvernement, les ministres des finances et de la planification, les ministres des affaires étrangères, les ambassadeurs africains accrédités à Addis-Abeba, les organisations partenaires, dont l'Union africaine et la Banque africaine de développement, les partenaires bilatéraux et les membres de son personnel. À la fin, ce processus de réflexion et de consultation a fait apparaître la nécessité de réorienter la direction stratégique de la Commission pour lui permettre de tirer parti des possibilités qui se présentent, de trouver des solutions aux problèmes de développement que l'Afrique rencontre, de répondre aux besoins de ses États membres et de mener à bien les missions qui lui sont assignées. En mai 2018, la Conférence des ministres a salué et avalisé les réformes de la CEA visant à mieux répondre à l'évolution des besoins du continent. Après sept mois de débats au sein de divers comités et commissions, ces réformes ont été entérinées le 26 décembre 2018. Les nouvelles orientations stratégiques permettent à la CEA de consolider davantage ses acquis en tirant parti des nouvelles possibilités qui

s'offrent (notamment les réformes du système des Nations Unies pour le développement, l'attribution d'un degré de priorité élevé au Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'adoption de cadres d'orientation continentaux).

4. Les nouvelles orientations de la CEA s'appuient sur l'importance centrale et croissante du secteur privé dans le développement de l'Afrique, ainsi que sur l'impact de l'innovation, en particulier de la technologie, sur la prospérité du continent. La mise en œuvre de ces orientations met également en évidence la nécessité non seulement de générer des idées, mais aussi d'aider les États membres à tester la viabilité de ces idées. En conséquence, les partenariats sont une pierre angulaire importante de la nouvelle vision, car ils permettront d'élargir les idées.

5. La contribution de la CEA à l'exécution du Programme 2030 et de l'Agenda 2063 s'articule autour des trois fonctions principales qu'elle exerce, à savoir sa fonction de mobilisation, sa fonction de laboratoire d'idées et sa fonction opérationnelle qui sont présentées ci-après :

a) *La fonction de mobilisation* : elle consiste à mettre en place à l'échelon régional des instances intergouvernementales et multipartites spécialisées bénéficiant d'une forte adhésion des États membres, des organes régionaux et des banques de développement qui permettront d'établir des cadres d'orientation, des normes et des plans d'action concertés en matière de développement et de consolider le multilatéralisme aux niveaux régional et sous-régional ;

b) *La fonction de laboratoire d'idées* : elle consiste à réaliser des études et des analyses multisectorielles de nature à favoriser l'intégration des trois piliers du développement durable ainsi que l'apprentissage entre pairs, la production d'idées novatrices et la promotion des politiques publiques tout en stimulant les synergies et les liens intersectoriels ;

c) *La fonction opérationnelle* : elle consiste à fournir à titre d'appui direct aux États membres qui en font la demande, des conseils sur les politiques à adopter dans les domaines ayant trait aux activités normatives et analytiques de la Commission, en collaboration avec les organismes des Nations Unies œuvrant au niveau national.

## **B. Mission, objectif et orientations stratégiques de la CEA**

6. La mission de la CEA s'articule autour de la **mise en œuvre d'idées et d'actions pour une Afrique autonome et transformée, sous l'inspiration du Programme 2030 et de l'Agenda 2063.**

7. Cette mission repose sur les cinq nouvelles orientations stratégiques de la CEA, qui sont les suivantes :

a) Consolider la place que la CEA occupe en tant qu'institution du savoir de premier plan qui s'appuie sur sa position privilégiée et ses prérogatives incomparables pour apporter des solutions mondiales aux problèmes du continent et mettre les solutions locales à la disposition du continent ;

b) Définir des politiques macroéconomiques et structurelles propres à accélérer la diversification économique et la création d'emplois ;

c) Concevoir et mettre en œuvre des modèles de financement novateurs permettant de financer les infrastructures, les ressources humaines, les ressources matérielles et les biens sociaux pour assurer la transformation de l'Afrique ;

d) Apporter des solutions aux problèmes régionaux et transfrontaliers en mettant l'accent sur les facteurs de développement importants que sont la paix, la sécurité et l'inclusion sociale ;

e) Défendre la position de l'Afrique au niveau mondial et élaborer des solutions régionales à proposer pour contribuer à la résolution des problèmes de gouvernance de dimension mondiale.

8. Dans le cadre de sa structure révisée, la Commission prévoit de faire participer activement le secteur privé en tant que partenaire clé pour le développement de l'Afrique. Pour accélérer la croissance et mettre en œuvre le Programme 2030 et l'Agenda 2063, l'Afrique doit accroître sa productivité, mobiliser davantage de financements et soutenir l'innovation. Le secteur privé peut aider à y parvenir. La CEA approfondira donc sa

collaboration avec le secteur privé afin de favoriser la mise en place de politiques tendant à créer un environnement propice à ce secteur. Outre les activités en cours, la Commission collaborera également avec les États membres sur les aspects tant normatifs que pratiques de l'édification de l'État grâce à des systèmes de gouvernance solides, qui devraient notamment mettre l'accent sur les pays en situation de conflit et d'après-conflit afin de renforcer leur résilience et de prévenir ainsi de nouvelles crises, ainsi que sur les problèmes de la pauvreté et des inégalités.

9. Le programme de travail général de la CEA sera donc subdivisé en neuf sous-programmes interdépendants et complémentaires, comme suit :

a) **Sous-programme 1 : Politique macroéconomique et gouvernance.** Ce sous-programme a pour objectif d'aider les États membres à accélérer leur transformation économique et leur croissance inclusive par une bonne planification du développement ainsi que par l'amélioration de la gestion macroéconomique, de la gouvernance économique, notamment par la mobilisation des ressources et la lutte contre les flux financiers illicites ;

b) **Sous-programme 2 : Intégration régionale et commerce.** Ce sous-programme est axé sur une mission de premier plan qui consiste à assurer l'avènement d'une coopération et d'une intégration régionales effectives entre les États membres en apportant un appui aux efforts visant à élargir les marchés régionaux, à stimuler le commerce intra-africain, à accélérer l'industrialisation et à lutter contre les difficultés rencontrées en matière de transformation structurelle ;

c) **Sous-programme 3 : Développement du secteur privé et financements.** Ce nouveau sous-programme aidera les États membres à parvenir à une croissance et une transformation économiques soutenues en tirant parti de la contribution et des ressources du secteur privé et en mettant l'accent à cet égard sur l'accroissement des investissements du secteur privé dans l'agriculture, les infrastructures, l'énergie et les services, sur la promotion de modes de financement novateurs de nature à assurer le développement des marchés de capitaux, sur l'adoption de mesures propres à attirer les investissements et sur l'instauration d'un environnement plus propice aux affaires ;

d) **Sous-programme 4 : Données et statistiques.** Ce sous-programme continuera de travailler à l'amélioration de la production, de la diffusion et de l'utilisation de données et de statistiques de haute qualité et comparables en Afrique pour faciliter l'élaboration de politiques empiriques, leur planification, leur exécution, leur suivi et l'établissement de rapports y afférents dans le cadre du Programme 2030 et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine : l'Afrique que nous voulons ;

e) **Sous-programme 5 : Technologie, changements climatiques et gestion des ressources naturelles.** Ce sous-programme jouera un rôle essentiel consistant à favoriser la bonne gestion du patrimoine naturel du continent, à réduire les effets négatifs des changements climatiques par le passage à une économie verte et à un développement résilient face à ces changements ainsi qu'à exploiter les nouvelles technologies pour assurer un développement durable. Le sous-programme de développement des capacités (sous-programme 5 dans le budget-programme) devient intersectoriel ;

f) **Sous-programme 6 : Égalité des sexes et autonomisation des femmes.** Relevant de la Division du genre, de la lutte contre la pauvreté et des politiques sociales, ce sous-programme traitera les questions émergentes ayant une incidence sur la vie des femmes et des filles en Afrique et s'emploiera également à promouvoir et à appuyer les activités des États membres visant à réaliser l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ;

g) **Sous-programme 7 : Activités sous-régionales de développement.** Ce sous-programme sera exécuté par les cinq bureaux sous-régionaux de la CEA chargés respectivement de l'Afrique centrale, de l'Afrique de l'Est, de l'Afrique du Nord, de l'Afrique australe et de l'Afrique de l'Ouest qui, forts de leurs spécialisations thématiques particulières, pourront traiter plus efficacement les problèmes de développement auxquels les États membres se heurtent dans leurs sous-régions respectives ;

h) **Sous-programme 8 : Développement économique et planification.** Ce sous-programme sera renforcé pour améliorer la gestion du secteur public et la planification du développement en vue de faciliter la transformation structurelle des États membres ;

i) **Sous-programme 9 : Pauvreté, inégalités et politiques sociales.** L'objet de ce sous-programme relevant de la Division de la lutte contre la pauvreté et les inégalités et des politiques sociales est défini de façon plus précise en vue de contribuer à assurer un développement humain et social durable, équitable et inclusif en Afrique.

10. Les modalités d'exécution du programme seront définies en tenant compte des différents rôles de la Commission : un rôle de laboratoire d'idées relatives aux politiques grâce à la réalisation d'études et d'analyses sur des politiques multisectorielles en vue de maîtriser les trois piliers du développement durable ; rôle de mobilisation en organisant des instances intergouvernementales et des forums tels que le Forum régional africain pour le développement durable afin de favoriser les échanges de solutions, de promouvoir l'apprentissage entre pairs et de permettre à l'Afrique de parler d'une seule voix au niveau mondial en vue de faciliter la mise en œuvre du Programme 2030 et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine ; et rôle consistant à assurer des services de développement des capacités, notamment en appuyant – par la promotion des politiques, la recherche de consensus, l'appui technique, des services consultatifs et des mesures de formation – les efforts que les États membres fournissent pour se mettre en conformité avec les accords, les traités, les normes et les règles à caractère international.

11. Les cinq bureaux sous-régionaux de la Commission se spécialiseront dans certains domaines thématiques pour pouvoir traiter plus efficacement les sujets de préoccupation et les problèmes de développement prioritaires des États membres dans leurs sous-régions respectives. En outre, les capacités et les ressources de l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP) seront renforcées pour lui permettre de fournir aux États membres la formation et l'appui nécessaires à la mise en œuvre du Programme 2030 et de l'Agenda 2063. Les domaines de spécialisation retenus pour les différents bureaux sous-régionaux sont les suivants :

Bureau sous-régional	Domaine de spécialisation
Bureau sous-régional de la CEA en Afrique du Nord	Compétences professionnelles et développement équilibré
Bureau sous-régional de la CEA en Afrique de l'Ouest	Dynamique démographique au service du développement
Bureau sous-régional de la CEA en Afrique centrale	Politiques et réformes relatives à la diversification économique
Bureau sous-régional de la CEA en Afrique de l'Est	Approfondissement de l'intégration régionale : Vers la mise en place de la ZLECA
Bureau sous-régional de la CEA en Afrique australe	Industrialisation inclusive

## C. Modifications organisationnelles

12. Dans un souci d'efficacité et d'efficience organisationnelles et pour répondre aux exigences des changements programmatiques, les changements organisationnels suivants seront effectués :

a) La nouvelle structure comptera aussi deux secrétaires exécutifs adjoints : un secrétaire exécutif adjoint chargé des programmes, qui supervise toutes les divisions organiques, les bureaux sous-régionaux et l'IDEP, et un secrétaire exécutif adjoint chargé de l'appui aux programmes, qui supervise les divisions d'appui, à savoir la Division de l'administration et la Division des publications, des conférences et de la gestion du savoir. La branche verticale Direction exécutive et administration supervisera la Division de la planification stratégique, du contrôle et des résultats, en plus des autres unités présentées ci-dessous ;

b) La Section des partenariats et de la mobilisation des ressources, qui relevait jusqu'à présent de la Division de la planification stratégique, des partenariats et de la qualité opérationnelle, sera intégrée au Cabinet du/de la Secrétaire exécutif(ve) et placée sous l'autorité directe du Chef de cabinet ;

- c) La Section de la communication et des relations avec les médias, qui relevait jusqu'à présent de la Division de l'information et de la gestion du savoir, sera intégrée au Cabinet du/de la Secrétaire exécutif(ve) et placée sous l'autorité directe du Chef de cabinet ;
- d) La Division du renforcement des capacités a été supprimée. Ses fonctions principales qui consistaient à diffuser le savoir par des services de développement des capacités et des services consultatifs seront intégrées dans d'autres sous-programmes ;
- e) Les postes du budget ordinaire inscrits au chapitre 11 (NEPAD) qui relevaient jusqu'à présent de la Division du renforcement des capacités seront transférés à la Section de l'intégration régionale et du NEPAD de la Division de l'intégration régionale et du commerce ;
- f) Le Centre africain pour le genre sera intégré dans la nouvelle Division du genre, de la lutte contre la pauvreté et des politiques sociales, et continuera d'exécuter sa mission sous la dénomination de Section du genre et de l'autonomisation des femmes ;
- g) L'Initiative sur les politiques foncières et le Centre africain pour la politique foncière seront intégrés dans la nouvelle Division du développement du secteur privé et des financements et plus précisément dans sa Section de la promotion d'un environnement favorable à l'agriculture et aux entreprises. Tous leurs postes seront redéployés dans cette nouvelle section ;
- h) Le Centre africain pour la politique en matière de climat et le Centre africain de développement minier seront intégrés dans la nouvelle Division de la technologie, des changements climatiques et de la gestion des ressources naturelles. Les postes de ces centres relevant du budget ordinaire et des ressources extrabudgétaires seront transférés à la Section des changements climatiques et à la Section de la gestion des ressources naturelles de la Division ;
- i) La Section de la gestion des conférences, qui relevait jusqu'à présent de la Division de l'administration, sera rattachée à la nouvelle Division des publications, des conférences et de la gestion du savoir ;
- j) Le Groupe du budget, qui relevait jusqu'à présent de la Division de la planification stratégique, des partenariats et de la qualité opérationnelle, sera rattaché à la Section des finances et du budget qui a été reconstituée au sein de la Division de l'administration.

## **D. Unités administratives**

13. Compte tenu de ce qui précède, la structure organisationnelle de la CEA sera composée des bureaux, divisions, sections et groupes présentés ci-après.

### **14. Cabinet du/de la Secrétaire exécutif(ve)**

14.1 Le Cabinet de la Secrétaire exécutive est dirigé par le/la Secrétaire exécutif(ve), avec l'assistance du Chef de cabinet et du Bureau consultatif pour les objectifs de développement durable. Il comprend également la Section des partenariats et de la mobilisation des ressources, la Section de la communication et des relations avec les médias et le Groupe du secrétariat et des affaires juridiques, placés sous l'autorité directe du Chef de cabinet.

14.2 Les attributions principales du Cabinet du/de la Secrétaire exécutif(ve) sont les suivantes :

- a) Définir les grandes lignes de l'orientation stratégique et de la gestion du secrétariat de la Commission ;
- b) Donner des orientations sur les questions de fond ;
- c) Mettre en œuvre le programme de partenariat et de mobilisation des ressources de la Commission et apporter un appui à ses initiatives de grande envergure ; promouvoir des partenariats à l'échelle du système des Nations Unies et des partenariats avec les institutions panafricaines, avec d'autres organismes de recherche, institutions spécialisées et partenaires de

développement africains et non africains ainsi qu'avec le secteur privé pour faciliter l'exécution de son mandat ;

d) Servir de centre de coordination pour les questions relatives au rôle et au mandat de la Commission en Afrique et mettre en place une stratégie efficace de communication et de relations avec les médias pour faire mieux comprendre le rôle de la Commission, son mandat, ses initiatives et son action ;

e) Gérer les relations avec le pays hôte et donner des conseils sur les questions protocolaires concernant les activités de la Commission ;

f) Assurer le contrôle de l'application des résolutions et des décisions adoptées par les organes du mécanisme intergouvernemental de la Commission ;

g) Contribuer à assurer le service des réunions des organes des mécanismes intergouvernementaux de la Commission ;

h) Guider le Président de la session de la Commission et ses organes subsidiaires dans la conduite des réunions ;

i) Superviser le Bureau d'appui au secrétariat conjoint de la CEA, de la Banque africaine de développement et de la Commission de l'Union africaine.

14.3 Le/la Secrétaire exécutif(ve) est assisté(e) de deux secrétaires exécutifs adjoints, qui lui rendent directement compte :

a) Le Secrétaire exécutif adjoint chargé des programmes supervise le programme de travail de la CEA, réparti entre les divisions organiques, les bureaux sous-régionaux et l'IDEP ;

b) Le Secrétaire exécutif adjoint chargé de l'appui aux programmes supervise les divisions d'appui aux programmes, à savoir la Division de l'administration et la Division des publications, des conférences et de la gestion du savoir qui ont été reconstituées ;

c) Les deux secrétaires exécutifs adjoints auront un contrôle direct ou secondaire sur les produits de tous les directeurs.

## **15. Division de la planification stratégique, du contrôle et des résultats**

15.1 La Division de la planification stratégique, du contrôle et des résultats est dirigée par un directeur et placée sous l'autorité directe du/de la Secrétaire exécutif(ve). Elle est chargée de promouvoir la culture de la transparence et du respect du principe de responsabilité dans tous les domaines d'action de la Commission. Elle se compose de trois sections : la Section des politiques générales, de la planification, du suivi et de l'établissement de rapports, la Section des normes et de l'assurance qualité et la Section de l'évaluation.

15.2 Les attributions principales de la Division sont les suivantes :

a) Faciliter la planification stratégique à moyen terme et la planification opérationnelle annuelle des travaux de la Commission ;

b) Élaborer et appliquer des normes et des cadres de référence de la qualité opérationnelle et planifier, coordonner et promouvoir les activités, les processus et les mécanismes d'assurance de la qualité ;

c) Concourir à prendre des décisions fondées sur des données probantes et à assurer l'efficacité organisationnelle ;

d) Coordonner l'exécution des fonctions de la Commission dans le cadre des activités interinstitutions et faciliter la mise en œuvre des initiatives interrégionales du système des Nations Unies ;

- e) Assurer le suivi de l'exécution des programmes et veiller à ce que des rapports soient systématiquement établis pour tous les programmes et projets ;
- f) Coordonner l'élaboration des documents de première importance devant être soumis au Siège de l'ONU et au Conseil économique et social sur l'application et le suivi des textes issus des grandes conférences organisées sous l'égide des Nations Unies ;
- g) Coordonner la préparation technique et le service de la session annuelle de la Commission (Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique).

## **16. Division de la macroéconomie et de la gouvernance**

16.1 La Division de la macroéconomie et de la gouvernance est dirigée par un directeur et placée sous l'autorité directe du Secrétaire exécutif adjoint chargé des programmes. Sa mission est d'aider les États membres à accélérer leur transformation économique et leur croissance inclusive par une bonne planification du développement ainsi que par l'amélioration de la gestion macroéconomique, de la gouvernance économique, de la mobilisation des financements publics nationaux et internationaux et de leur répartition. Elle se compose de trois grandes sections : la Section de l'analyse macroéconomique, la Section de la planification du développement et la Section de la gouvernance économique et des finances publiques.

16.2 Les attributions principales de la Division sont les suivantes :

- a) Aider les États membres à établir des prévisions et à faire des analyses macroéconomiques ainsi qu'à concevoir, mettre en œuvre et suivre des plans et stratégies de développement visant à assurer la croissance inclusive, le développement durable et la transformation structurelle ;
- b) Aider les États membres à mobiliser des ressources publiques nationales et internationales et à adopter de meilleures stratégies de gouvernance économique, de gestion du secteur public et de prestation de services pour assurer le développement durable ;
- c) Contribuer à l'élaboration, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation des politiques et programmes de gouvernance économique des États membres ;
- d) Favoriser l'avènement d'une transformation économique accélérée inclusive et soucieuse de l'égalité des sexes, en renforçant les capacités des États membres dans les domaines de la planification du développement, de l'analyse macroéconomique, de la gouvernance économique et des finances publiques ;
- e) Renforcer l'analyse des politiques et l'élaboration de politiques fondées sur la connaissance des faits ;
- f) Renforcer le suivi et l'examen des cadres de développement régionaux et mondiaux ;
- g) Faciliter la mise au point d'une architecture institutionnelle des États membres qui soit efficace ;
- h) Renforcer la prévision pour les principaux indicateurs de développement ;
- i) Créer et diffuser des produits de savoir de pointe ;
- j) Promouvoir des politiques et des programmes visant à rendre la gestion du secteur public plus rationnelle et plus participative ;
- k) Fournir un appui technique direct au processus du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs pour faire en sorte que les Africains adhèrent au programme de développement de l'Afrique et le pilotent ;
- l) Superviser les travaux de l'équipe chargée de la lutte contre les flux financiers illicites et toutes les activités internes et externes liées à la gouvernance menées par la Commission.

## **17. Division de l'intégration régionale et du commerce**

17.1 La Division de l'intégration régionale et du commerce est dirigée par un directeur et placée sous l'autorité directe du Secrétaire exécutif adjoint chargé des programmes. Sa mission est de contribuer à l'efficacité de la coopération et de l'intégration régionales entre les États membres en appuyant les efforts visant à approfondir les marchés régionaux, à stimuler le commerce intra-africain, à accélérer l'industrialisation et à relever les défis des transformations structurelles. La Division se compose de trois grandes sections : le Centre africain pour les politiques commerciales (CAPC), la Section de l'intégration régionale et du NEPAD, et la Section des institutions du marché.

17.2 Les principales attributions de la Division sont les suivantes :

- a) Contribuer à renforcer la capacité des États membres et des communautés économiques régionales d'élaborer, d'appliquer et de suivre les politiques et programmes visant à approfondir les marchés régionaux et à accélérer l'industrialisation ;
- b) Contribuer à renforcer la capacité des États membres et des communautés économiques régionales à élaborer, mettre en œuvre et suivre les politiques et programmes dans les domaines du commerce intra-africain et international ;
- c) Aider les États membres, les institutions panafricaines, les communautés économiques régionales et les organisations intergouvernementales à formuler et à mettre en œuvre des politiques et programmes visant à promouvoir la transformation structurelle de l'Afrique ;
- d) Élaborer et diffuser des outils, des instruments et des directives de politique générale et aider à renforcer la capacité des États membres à identifier les possibilités de diversification, de création de valeur ajoutée et de développement des groupes industriels et manufacturiers ;
- e) Créer sur l'ensemble du continent un environnement propice à une intégration régionale plus poussée ;
- f) Aider les États membres à assurer la cohérence des politiques commerciales et d'industrialisation et l'alignement des politiques commerciales et d'industrialisation sur le Programme 2030 et l'Agenda 2063 ;
- g) Appuyer l'appui apporté à l'échelle du système des Nations Unies à l'Union africaine et à l'Agenda 2063, ainsi qu'à d'autres priorités régionales, notamment le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), aux niveaux régional et sous-régional, dans le contexte du Partenariat ONU-Union africaine pour l'intégration et le développement en Afrique (PAIDA), ainsi que les plans et priorités stratégiques des organes et institutions de l'Union africaine, conformément au Programme 2030 et au Programme d'action d'Addis-Abeba.

## **18. Division du développement du secteur privé et des financements**

18.1 La Division du développement du secteur privé et du financement est dirigée par un directeur et placée sous l'autorité directe du Secrétaire exécutif adjoint chargé des programmes. Sa mission est d'appuyer les États membres dans leurs efforts de croissance et de transformation économiques durables en tirant parti du rôle et des ressources du secteur privé, l'accent étant mis sur l'accroissement des investissements du secteur privé dans l'agriculture, les infrastructures, l'énergie et les services, la promotion de financements novateurs pour développer les marchés des capitaux, attirer les investissements et améliorer l'environnement favorable aux entreprises. La Division compte trois grandes sections : la Section de l'environnement favorable à l'agriculture et aux entreprises, la Section de l'énergie, de l'infrastructure et des services, et la Section des financements et des marchés financiers innovants.

18.2 Les principales attributions de la Division sont les suivantes :

- a) Aider les États membres à concevoir et à mettre en œuvre des politiques et des stratégies visant à améliorer l'environnement des entreprises dans le domaine des politiques agricoles et foncières ;



- b) Aider les États membres à concevoir et à mettre en œuvre des politiques et des stratégies qui favorisent un financement novateur du développement des marchés de capitaux afin de soutenir le développement du secteur privé et attirer les investissements ;
- c) Contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques et de programmes visant à accroître les investissements du secteur privé dans les infrastructures, l'énergie et les services, en vue d'améliorer les infrastructures, la création d'emplois et la croissance économique ;
- d) Améliorer l'environnement favorable aux entreprises, harmoniser la réglementation et plaider en faveur du secteur privé africain aux niveaux national, régional et mondial ;
- e) Collaborer avec les gouvernements pour faire en sorte que l'infrastructure de base nécessaire pour stimuler la compétitivité du secteur privé et pour renforcer l'énergie, l'infrastructure et les services nécessaires soit en place et soit efficace, abordable et suffisamment bien structurée pour attirer le secteur privé ;
- f) Développer l'architecture de financement et le développement des marchés des capitaux afin d'accroître l'épargne et les fonds communs d'investissement et de mobiliser davantage de capitaux d'investissement ;
- g) Effectuer des recherches sur les politiques fondées sur des données factuelles à l'appui des efforts déployés par les États membres pour favoriser le développement des petites et moyennes entreprises ;
- h) Promouvoir la transformation de l'agriculture par la mise au point de produits du savoir sur l'agriculture intelligente et durable et sur les chaînes de valeur agricoles régionales ;
- i) Créer des cadres réglementaires pour des marchés d'infrastructures normalisés dans les domaines de l'énergie, des transports et des technologies de l'information et des communications ;
- j) Mettre en place des plateformes régionales de financement du développement de l'Afrique au moyen d'outils novateurs.

## 19. Centre africain pour la statistique

19.1 Le Centre africain pour la statistique est dirigé par un directeur et placé sous l'autorité directe du Secrétaire exécutif adjoint chargé des programmes. Sa mission est d'améliorer la production, la diffusion et l'utilisation de données de qualité et de données et statistiques comparables en Afrique pour appuyer l'élaboration, la planification, la mise en œuvre, le suivi et l'établissement de rapports fondés sur des données factuelles dans le cadre du Programme 2030 et de l'Agenda 2063. Le Centre compte quatre grandes sections : la Section des statistiques relatives à l'économie, à l'infrastructure et à l'agriculture, la Section des statistiques démographiques et sociales, la Section du développement de la statistique, de l'innovation et de la diffusion des données, et la Section des systèmes de gestion de l'information géospatiale.

19.2 Les attributions essentielles du Centre sont les suivantes :

- a) Renforcer la capacité des systèmes statistiques nationaux de produire, diffuser et utiliser des données et des statistiques ventilées, tenant compte des sexospécificités, afin de faciliter l'élaboration, la planification, la mise en œuvre, le suivi et la communication de politiques fondées sur des données factuelles ;
- b) Améliorer la disponibilité de statistiques harmonisées dans les bases de données de la Commission et renforcer l'appui aux États membres dans leurs efforts pour produire et diffuser des données et statistiques comparables ;
- c) Aider les États membres à produire et à utiliser des données, des informations et des services géospatiaux en temps voulu pour la prise de décisions fondées sur des données factuelles en Afrique ;

- d) Contribuer à la préparation et à la réalisation de recensements et d'enquêtes et rendre les données et informations disponibles ;
- e) Mettre en œuvre des pratiques modernes de collecte de données à l'aide d'outils et de méthodes modernes de technologie des communications pour faciliter la saisie des données.

## **20. Division de la technologie, des changements climatiques et de la gestion des ressources naturelles**

20.1 La Division de la technologie, des changements climatiques et de la gestion des ressources naturelles est dirigée par un directeur et placée sous l'autorité directe du Secrétaire exécutif adjoint chargé des programmes. Sa mission est d'appuyer la gestion efficace des ressources naturelles, de réduire les effets négatifs des changements climatiques en s'orientant vers des transitions vertes et un développement résilient au climat et en exploitant les nouvelles technologies dans le contexte du développement durable. La Division compte trois grandes sections : la Section des changements climatiques, la Section de l'économie verte, des innovations et de la technologie, et la Section de la gestion des ressources naturelles.

20.2 Les attributions principales de la Division sont les suivantes :

- a) Promouvoir et entreprendre des travaux de recherche afin d'améliorer la capacité des décideurs d'analyser et de gérer les politiques pour traiter des questions liées aux changements climatiques, à la gestion de l'environnement et des ressources naturelles, à la science, à la technologie et à l'innovation et de passer à une économie verte et bleue faible en carbone ;
- b) Appuyer la formulation et la mise en œuvre de politiques tenant compte des sexospécificités dans les domaines des changements climatiques, de l'économie verte et bleue, de la gestion des ressources naturelles, de la science, de la technologie et de l'innovation en appui aux principaux moteurs de la transformation structurelle durable de l'Afrique ;
- c) Promouvoir la mise en valeur des ressources minérales dans le cadre de la Vision africaine des mines ;
- d) Encourager la recherche et l'analyse pertinentes pour étayer l'élaboration et la mise en œuvre de politiques visant à promouvoir une économie bleue et verte ;
- e) Aider les États membres à relever les défis posés par les changements climatiques dans des secteurs clefs et mettre en place des plans et mécanismes appropriés pour tenir compte des priorités de développement dans les politiques, stratégies et programmes nationaux ;
- f) Promouvoir le dialogue sur les politiques et l'échange de données d'expérience et de meilleures pratiques entre les parties prenantes aux niveaux régional, national et local au moyen de conférences, réunions, séminaires et forums en ligne.

## **21. Division du genre, de la lutte contre la pauvreté et des politiques sociales**

21.1 La Division du genre, de la lutte contre la pauvreté et des politiques sociales est dirigée par un directeur et placée sous l'autorité directe du Secrétaire exécutif adjoint chargé des programmes. Sa mission est de contribuer à la réalisation d'un développement humain et social durable, inclusif et équitable en Afrique et d'appuyer les États membres dans leur action en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. La Division compte trois grandes sections : la Section de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, la Section des politiques sociales et la Section de l'urbanisation et du développement.

21.2 Les attributions principales de la Division sont les suivantes :

- a) S'attaquer aux nouveaux problèmes qui ont des répercussions sur les vies des femmes et des filles africaines et promouvoir et appuyer les États membres dans leurs efforts pour parvenir à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes ;

- b) Aider les États membres et les organes de la Commission de l'Union africaine à concevoir, mettre en œuvre et suivre des politiques, des programmes et des stratégies visant à assurer l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles ;
- c) Renforcer la recherche factuelle mettant en évidence les effets des inégalités entre les sexes sur la croissance économique et l'efficacité des politiques et de la législation pour réduire les inégalités entre les sexes et promouvoir l'autonomisation des femmes et des filles ;
- d) Suivre la mise en œuvre par les États membres des engagements mondiaux et régionaux en matière d'égalité des sexes, notamment la Déclaration et le Programme d'action de Beijing ;
- e) Appuyer la conception et la mise en œuvre de politiques, de programmes et de stratégies nationaux et sous-régionaux appropriés pour parvenir à un développement humain et social inclusif et équitable ;
- f) Créer des connaissances, des outils et des approches en tant que cellule de réflexion pour renforcer la capacité des États membres d'élaborer, d'appliquer et de suivre des politiques visant à réduire la pauvreté et les inégalités, à promouvoir le développement social et à mettre l'urbanisation au service d'une croissance inclusive et équitable ;
- g) Soutenir l'élaboration de politiques de l'emploi, en particulier en ce qui concerne les jeunes et les femmes, une protection sociale adéquate et l'investissement ;
- h) Mettre au point des outils de suivi pour aider les États membres à prendre des décisions de politique générale en connaissance de cause ;
- i) Entreprendre des recherches sur les politiques pour aider les États membres à concevoir, à mettre en œuvre et à passer en revue des politiques et stratégies humaines et sociales ;
- j) Promouvoir la coopération régionale et la formation de consensus en vue d'accélérer la mise en œuvre des engagements internationaux et régionaux ;
- k) Renforcer la capacité des États membres d'intégrer l'urbanisation dans leur planification nationale du développement en rassemblant des données, des connaissances et un consensus sur le rôle de l'urbanisation en tant que moteur d'une croissance sans exclusive, compte tenu du Nouveau Programme pour les villes qui a vu le jour pendant la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III) en 2016.

22. **Bureaux sous-régionaux :** Cinq bureaux sous-régionaux ont été créés pour rapprocher les services de la Commission économique pour l'Afrique des États membres et des groupements sous-régionaux de chacune des cinq sous-régions de la Commission. Chaque bureau sous-régional est spécialisé dans un domaine thématique afin de veiller à ce que les questions prioritaires et les problèmes de développement auxquels sont confrontés les États membres dans sa sous-région respective soient dûment traités.

### 23. **Bureau sous-régional de la CEA en Afrique du Nord**

23.1 Le Bureau sous-régional de la CEA en Afrique du Nord, situé à Rabat, au Maroc, est dirigé par un directeur et placé sous l'autorité directe du Secrétaire exécutif adjoint chargé des programmes. Son principal objectif est de contribuer à la transformation structurelle et au développement équilibré par la mise en place d'un environnement propice à la création d'emplois pour les femmes et les jeunes en Afrique du Nord.

23.2 Les attributions principales du Bureau sous-régional sont les suivantes :

- a) Renforcer la capacité des États membres de la sous-région d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques et des stratégies nationales pour la création d'emplois durables ;
- b) Contribuer à la mise en œuvre des priorités sous-régionales de développement conformément au Programme 2030 et à l'Agenda 2063, en tenant dûment compte des perspectives des jeunes et des femmes ;

c) Améliorer les politiques macroéconomiques et budgétaires et assurer une croissance durable ;

d) Fournir une assistance technique pertinente aux États membres, aux communautés économiques régionales et aux organisations intergouvernementales pour renforcer leurs capacités de soutenir la transformation économique, sociale et politique, en mettant particulièrement l'accent sur l'emploi, les compétences et le développement équilibré, afin d'assurer une croissance inclusive, en tenant compte de l'égalité des chances pour les femmes et les jeunes.

#### **24. Bureau sous-régional de la CEA en Afrique de l'Ouest**

24.1 Le Bureau sous-régional de la CEA en Afrique de l'Ouest, situé à Niamey, au Niger, est dirigé par un directeur et placé sous l'autorité directe du Secrétaire exécutif adjoint chargé des programmes. Son principal objectif est de contribuer à la transformation structurelle pour un développement inclusif et durable en Afrique de l'Ouest, en mettant l'accent sur la dynamique démographique au service du développement.

24.2 Les attributions principales du Bureau sous-régional sont les suivantes :

a) Fournir un appui pertinent aux États membres, aux communautés économiques régionales et aux organisations intergouvernementales dans leurs efforts pour faire rapport et atteindre les buts et objectifs énoncés dans le Programme 2030 et l'Agenda 2063, y compris le programme d'intégration de l'Afrique de l'Ouest (le Programme de développement communautaire de la CEDEAO et le programme économique régional de l'Union économique et monétaire ouest africaine) et l'Accord de Paris sur le changement climatique ;

b) Contribuer à renforcer la capacité des États membres de la sous-région d'intégrer les défis de la dynamique démographique dans les processus d'élaboration des politiques et de planification ;

c) Renforcer les progrès réalisés aux niveaux national, sous-régional et régional pour faire face aux problèmes démographiques ayant une incidence sur les perspectives de développement des États membres ;

d) Faire participer les États membres, les communautés économiques régionales et l'Union économique et monétaire ouest-africaine dans des dialogues et des débats de haut niveau sur les politiques relatives à la dynamique démographique au service du développement ;

e) Contribuer au renforcement des capacités au moyen d'outils de planification du développement et d'outils de suivi et d'évaluation des projets.

#### **25. Bureau sous-régional de la CEA en Afrique centrale**

25.1 Le Bureau sous-régional de la CEA en Afrique centrale, situé à Yaoundé, au Cameroun, est dirigé par un directeur et placé sous l'autorité directe du Secrétaire exécutif adjoint chargé des programmes. Son principal objectif est de contribuer à la diversification économique et à la transformation structurelle en vue d'un développement inclusif et durable dans une sous-région d'Afrique centrale intégrée, l'accent étant mis sur les politiques et les réformes de diversification économique.

25.2 Les attributions principales du Bureau sous-régional sont les suivantes :

a) Fournir aux États membres et aux autres parties prenantes des analyses des politiques, des études diagnostiques sur la croissance et des services consultatifs en vue de faire progresser leur programme de diversification économique ;

b) Aider les États membres, les communautés économiques régionales et les organisations intergouvernementales à intégrer les initiatives régionales et internationales, telles que le Programme 2030, l'Agenda 2063 et son premier Plan décennal de mise en œuvre (2014-2023), la Zone de libre-échange continentale africaine, le Plan d'action pour stimuler le commerce intra-

africain et le Consensus de Douala sur la diversification économique en Afrique centrale, dans leurs stratégies de développement, avec une perspective de genre ;

c) Apporter un appui à la mise en œuvre du Consensus de Douala et du schéma directeur consensuel des transports pour l'Afrique centrale et au Comité directeur pour l'harmonisation des communautés économiques régionales en Afrique centrale.

## **26. Bureau sous-régional de la CEA en Afrique de l'Est**

26.1 Le Bureau sous-régional de la CEA en Afrique de l'Est, situé à Kigali, au Rwanda, est dirigé par un directeur et placé sous l'autorité directe du Secrétaire exécutif adjoint chargé des programmes. Son objectif principal est de contribuer à la transformation structurelle en vue d'un développement inclusif et durable dans la sous-région, l'accent étant mis sur l'approfondissement de l'intégration régionale.

26.2 Les attributions principales du Bureau sous-régional sont les suivantes :

a) Aider les États membres par le biais d'initiatives, de services consultatifs et d'interventions adaptées en matière de renforcement des capacités dans le contexte de la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine, notamment par des études techniques et des profils de pays traitant de la transformation structurelle ;

b) Contribuer au renforcement de la capacité des États membres de la sous-région de l'Afrique de l'Est, des communautés économiques régionales et des organes intergouvernementaux d'élaborer et de mettre en œuvre des cadres de développement, notamment sur l'économie bleue.

## **27. Bureau sous-régional de la CEA en Afrique australe**

27.1 Le Bureau sous-régional de la CEA en Afrique australe, situé à Lusaka, en Zambie, est dirigé par un directeur et placé sous l'autorité directe du Secrétaire exécutif adjoint chargé des programmes. Son objectif principal est de contribuer à la transformation structurelle par une industrialisation inclusive visant une croissance économique durable et la réduction de la pauvreté et des inégalités dans la sous-région.

27.2 Les attributions principales du Bureau sous-régional sont les suivantes :

a) Aider les États membres et les communautés économiques régionales de la sous-région à promouvoir et à élaborer des politiques d'industrialisation inclusives, des plans nationaux et régionaux et des cadres institutionnels appropriés pour assurer le développement économique ;

b) Collaborer avec les communautés économiques régionales de la sous-région, à savoir la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), pour promouvoir le programme et les priorités de développement régional ;

c) Convoquer des réunions de groupes d'experts et des dialogues sur les politiques et fournir un appui technique et des services consultatifs aux États membres et aux principales parties prenantes en vue de renforcer leur capacité de concevoir et de mettre en œuvre les principales initiatives prioritaires convenues et pertinentes pour la transformation économique de la sous-région.

## **28. Institut africain de développement économique et de planification**

28.1 L'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP), situé à Dakar, est dirigé par un directeur et placé sous l'autorité directe du Secrétaire exécutif adjoint chargé des programmes. L'IDEP est l'organisme de formation de la CEA et il est chargé d'améliorer la gestion du secteur public et la planification du développement en appui à la transformation structurelle des États membres.

28.2 Les attributions principales de l'IDEP sont les suivantes :

- a) Contribuer au renforcement de la capacité des États membres d'améliorer la planification participative du développement, y compris l'élaboration d'une vision à long terme, la conception et la planification de politiques sectorielles et la planification urbaine et régionale ;
- b) Contribuer au renforcement de la capacité des États membres d'élaborer et d'adopter de meilleures approches en matière de formulation, de gestion, de suivi et d'évaluation des politiques économiques ;
- c) Contribuer au renforcement de la capacité des pays africains à déployer de manière autonome des outils de planification du développement pour parvenir à une transformation structurelle de l'économie et de la société ;
- d) Investir dans des programmes et des activités de renforcement des capacités, des programmes consultatifs et de dialogue sur les politiques à l'intention des fonctionnaires à mi-carrière et des hauts fonctionnaires des gouvernements africains, en accordant une attention particulière à la prochaine génération de jeunes cadres et de femmes fonctionnaires.

29. **Division des publications, des conférences et de la gestion du savoir**

29.1 La Division des publications, des conférences et de la gestion du savoir est dirigée par un directeur et placée sous l'autorité directe du Secrétaire exécutif adjoint chargé de l'appui aux programmes. Elle compte trois grandes sections : la Section des publications et de la gestion des conférences, la Section des services des technologies de l'information et des communications et la Section des services de gestion du savoir.

29.2 Les attributions principales de la Division sont les suivantes :

- a) Fournir des services de bibliothèque, d'apprentissage, de diffusion des connaissances et d'information aux États membres, aux divisions de la Commission et aux partenaires de développement de l'Afrique, notamment dans les domaines de l'utilisation des bibliothèques numériques et virtuelles et des réseaux d'information ;
- b) Améliorer la gestion et l'exploitation des documents de l'ONU ;
- c) Promouvoir le travail en réseau et l'échange d'informations avec les partenaires, notamment les organismes des Nations Unies et les organismes de développement travaillant sur les problèmes de développement africains ;
- d) Mettre en place des systèmes de contrôle automatisés, des services d'appui et des installations de téléconférence dans les bâtiments ; entretenir tous les systèmes de télécommunication de la CEA, y compris le réseau de télécommunications par satellite des Nations Unies ;
- e) Exploiter et entretenir les installations de communication et le Système intégré de gestion de l'information, et coordonner et mettre en œuvre les politiques de la Commission relatives aux technologies de l'information ;
- f) Fournir à la Commission des services d'interprétation, de traduction, d'édition, de traitement de texte, de correction d'épreuves et de mise en page ;
- g) Gérer le Centre de conférences des Nations Unies d'Addis-Abeba et promouvoir l'utilisation de ses installations à des fins commerciales ;
- h) Fournir un appui technique et logistique aux réunions ;
- i) Planifier et mettre en place des services rationnels et rentables de reproduction et de distribution des documents à la CEA.

### 30. **Division de l'administration**

30.1 La Division de l'administration est dirigée par un directeur qui relève du Secrétaire exécutif adjoint chargé de l'appui aux programmes. Sa mission est de gérer de façon efficace, rationnelle et méthodique les ressources humaines et financières de la Commission, notamment d'assurer l'administration des prestations dues aux membres du personnel, de leur recrutement, de leur formation et de leur perfectionnement. Ses autres activités comprennent les opérations budgétaires et comptables ainsi que l'administration du Centre médical des Nations Unies. La Division se compose de six unités administratives, à savoir la Section des finances et du budget, la Section de la gestion des ressources humaines, la Section de la gestion des installations, la Section de la gestion de la chaîne d'approvisionnement, le Centre médical des Nations Unies et le projet Maison de l'Afrique (Africa Hall).

Les attributions principales des différentes sections sont les suivantes :

#### 30.2 **Section des finances et du budget**

- a) Mettre en place des procédures et des pratiques destinées à assurer le contrôle et la tenue des comptes afférents au budget ordinaire et aux ressources extrabudgétaires ;
- b) Donner des directives sur l'application des politiques et des règlements financiers et veiller à leur application systématique, en particulier donner des orientations et un appui en ce qui concerne l'élaboration des projets de budget-programme conformément aux directives du Secrétaire général ;
- c) Établir des états financiers et les soumettre au Siège de l'ONU en vue de leur inclusion dans les rapports financiers annuels du Secrétaire général ;
- d) Comptabiliser les recettes et les dépenses, rapprocher les comptes bancaires et contrôler et recouvrer les avoirs financiers de la Commission ;
- e) Établir des états financiers à l'intention du Siège de l'ONU et des donateurs ainsi que d'autres rapports financiers spéciaux, selon que de besoin, et coordonner les opérations d'audit et d'autres contrôles financiers ;
- f) Élaborer le budget-programme de la Commission en collaboration avec la Section des politiques générales, de la planification, du suivi et de l'établissement de rapports de la Division de la planification stratégique, du contrôle et des résultats ;
- g) Examiner les projets de résolution de l'Assemblée générale et établir les incidences sur le budget y relatives ;
- h) Établir les demandes d'allocation de crédits au titre du Compte pour le développement et l'allocation de crédits budgétaires pour toutes les sources de financement ;
- i) Gérer et administrer les postes conformément à la répartition des postes approuvée par l'Assemblée générale ;
- j) Servir de point focal pour les questions budgétaires et collaborer avec toutes les divisions et tous les bureaux sous-régionaux pour fournir des explications et des réponses aux questions posées en rapport avec l'examen du budget de la CEA au Siège opéré par le Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB), la Cinquième Commission et l'Assemblée générale ;
- k) Assurer le paiement des traitements, indemnités et autres prestations dus aux fonctionnaires ainsi que le règlement des factures des fournisseurs et des sous-traitants et effectuer d'autres paiements dus au titre des obligations financières de la Commission ;
- l) Contrôler, examiner et établir des rapports sur les dépenses par rapport aux ressources affectées aux dotations en personnel et aux dépenses autres que les postes, y compris l'examen et le suivi d'engagements non réglés.

### 30.3 Section de la gestion des ressources humaines

- a) Donner des conseils stratégiques à la CEA sur tous les aspects de la planification des ressources humaines et de la gestion des aptitudes, ainsi que sur ceux de l'exécution et du suivi des politiques pour faire en sorte que la stratégie de gestion des ressources humaines cadre avec la stratégie de la Commission et tienne compte de l'évolution de son mandat et des phases d'activité, des priorités opérationnelles et des impératifs budgétaires ;
- b) Recruter et gérer le personnel local et international relevant des séries 100, 200 et 300 du Règlement du personnel, ainsi que les consultants, interprètes, traducteurs, éditeurs et vacataires relevant du régime de contrat de louage de services ;
- c) Administrer les conditions d'emploi conformément au Statut et au Règlement du personnel de l'ONU et veiller au respect du système de gestion de la performance et de perfectionnement, ainsi que des politiques y afférentes
- d) Organiser des initiatives de formation et de perfectionnement appropriées, notamment des programmes linguistiques et des programmes d'études à l'extérieur, ainsi que des stages d'initiation et d'orientation à l'intention des nouveaux fonctionnaires, et diffuser des informations aux fonctionnaires sur les questions intéressant l'organisation des carrières ;
- e) Assurer le secrétariat du Comité interdivisions pour la formation et le perfectionnement, du Comité paritaire de négociation et du Comité des bourses de la Commission ;
- f) Gérer le classement des postes et vérifier les définitions d'emploi des administrateurs et des agents des services généraux d'Addis-Abeba et des cinq bureaux sous-régionaux et organiser les concours pour la promotion des agents des services généraux à la catégorie des administrateurs ;
- g) Prêter son concours à la hiérarchie dans le cadre des initiatives cruciales de gestion du changement découlant de la restructuration et de la réforme de l'Organisation, ainsi que dans celui de la stratégie de réalisation de la parité des sexes et des initiatives de mobilisation du personnel, et assurer une bonne communication avec le personnel ;
- h) Entretenir des contacts étroits avec le Bureau des ressources humaines au Siège de l'ONU afin d'assurer l'application du Statut et du Règlement du personnel.

### 30.4 Section de la gestion des installations

- a) Apporter un appui à l'exploitation et à l'entretien du Système intégré de gestion (SIG) et coordonner et mettre en œuvre les politiques de la Commission relatives aux technologies de l'information ;
- b) Assurer l'exploitation et l'entretien de l'ensemble des systèmes électromécaniques, machines et installations, bâtiments et aménagements connexes, y compris les services de jardinage, de nettoyage et d'entretien ;
- c) Concevoir des projets de transformation des locaux et les exécuter, réaliser de nouveaux projets de construction et entretenir tous les systèmes de télécommunication de la CEA, y compris le réseau de télécommunications par satellite des Nations Unies.

### 30.5 Section de la gestion de la chaîne d'approvisionnement

- a) Assurer une gestion efficace, rationnelle et économique des achats et des services connexes à la CEA ;
- b) Gérer les voyages, les transports, les visas, le protocole, les permis de séjour en Éthiopie, les services de courrier, de dédouanement et d'expédition et les services connexes pour la CEA, ses fonctionnaires, les personnes participant à ses réunions, ses consultants et d'autres personnes ayant un statut officiel auprès de la Commission ;



- c) Gérer les stocks et les magasins de façon efficace et rationnelle et gérer les contrats d'entretien du matériel et du mobilier.

#### 30.6 Centre médical des Nations Unies

- a) Fournir des services médicaux préventifs et curatifs aux fonctionnaires des Nations Unies en poste en Éthiopie et aux personnes qui sont à leur charge, aux délégués participant aux réunions des Nations Unies, aux consultants des Nations Unies et aux autres fonctionnaires des Nations Unies en mission ;
- b) Surveiller les épidémies et prendre les mesures voulues ;
- c) Organiser, si nécessaire, l'évacuation sanitaire de fonctionnaires des Nations Unies et de personnes à leur charge.

#### 31. Service de la sécurité et de la sûreté

31.1 Le Service de la sécurité et de la sûreté est dirigé par un chef et placé sous la supervision directe du/de la Secrétaire exécutif(ve).

31.2 Les attributions principales du Service de la sécurité et de la sûreté sont les suivantes :

- a) Assurer des services de sécurité et de sûreté dans les locaux de la CEA ;
- b) Tenir à jour et appuyer un plan de sécurité d'urgence pour tout le personnel des Nations Unies en Éthiopie, en collaboration avec le Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité.

### E. Mutations latérales

32. La CEA réformée et restructurée reposera sur la mobilité des talents entre les unités administratives, l'objectif étant de revitaliser et d'enrichir la base de talents de la Commission grâce à de nouvelles perspectives, tout en offrant aux fonctionnaires la possibilité de découvrir de nouvelles affectations et de nouveaux lieux d'affectation grâce à la mobilité.

32.1 À la section 1 de la circulaire ST/AI/2010/3 sur le système de sélection du personnel, l'expression « mutation latérale » est définie comme suit :

*« Mutation latérale : Mutation pour une durée d'un an au moins, sans changement de classe. Le poste nouveau peut se trouver ou non dans le même département ou le même bureau, au même lieu d'affectation ou dans le même groupe professionnel. Valent mutations latérales les prêts interorganisations et autres mouvements entre organisations appliquant le régime commun des Nations Unies. Toute mutation latérale dans le même département ou bureau emporte généralement changement de fonctions, accompagné ou non de changement de supérieur hiérarchique. Quand le supérieur hiérarchique reste le même, il y a mutation latérale si les nouvelles fonctions sont sensiblement différentes des précédentes, par exemple s'il y a changement de domaine de compétence, ou changement dans le département ou le bureau dont relève l'intéressé. Ne vaut pas mutation latérale tout changement de supérieur hiérarchique qui ne s'accompagne pas de changement de fonctions. Tout détachement temporaire d'une durée supérieure à trois mois mais inférieure à un an, accompagné ou non du versement d'une indemnité de fonctions, vaut mutation latérale dès lors que sa durée totale atteint un an ; ».*

32.2 Les textes administratifs existants confèrent au Chef de bureau le pouvoir d'effectuer des mutations latérales de fonctionnaires au sein de son bureau. La section 2.5 de l'instruction administrative ST/AI/2010/3 sur le système de sélection du personnel précise ce qui suit :

*« Les chefs de département et de bureau restent habilités à muter tout fonctionnaire à un poste vacant de la même classe, dans leur propre département ou bureau, notamment dans un autre service du même département dans un autre lieu d'affectation, sans avoir à publier d'avis de vacance de poste ni à soumettre à nouveau la candidature à un organe central de contrôle. »*

32.3 Les membres du personnel qui passent d'une unité organisationnelle à une autre ou qui assument de nouvelles fonctions recevront des notes de mutation. Les directeurs et les directeurs par intérim doivent s'assurer qu'ils ont élaboré le mandat détaillé de leurs divisions/bureaux sous-régionaux, sections, groupes et équipes respectifs, et qu'un mandat est défini pour chaque poste et communiqué au fonctionnaire concerné.

## **F. Dispositions finales**

33. La structure organisationnelle révisée de la CEA entre en vigueur le 11 février 2019. Des communications détaillées sur les domaines touchés par le processus de gestion du changement, comme le suivi du comportement professionnel, l'apprentissage et le perfectionnement, la réinstallation matérielle des fonctionnaires ou des équipes, l'alignement d'Umoja et d'Inspira, les modifications apportées à l'intranet et au portail Web externe de la CEA, et sur d'autres modifications administratives seront publiées quand il y aura lieu.

34. Le repositionnement de la CEA s'inscrit dans le contexte de l'évolution de la dynamique mondiale et régionale, notamment du nouvel environnement macroéconomique en Afrique, des cadres de développement mondial et continental et des réformes des Nations Unies.

35. Grâce à ce cadre révisé, la CEA devrait fournir des services plus nombreux et de meilleure qualité à ses États membres en transformant des idées novatrices en actions réalisables permettant l'autonomisation et la transformation de l'Afrique, de façon qu'elle devienne l'Afrique que nous voulons.

La Secrétaire exécutive,  
Vera Songwe

\*\*\*\*\*

